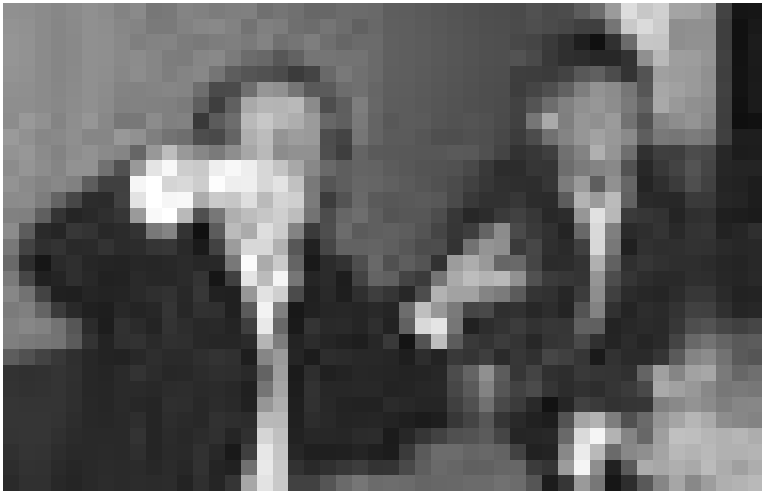


ELECTRICITE

Apprivoiser la libéralisation



Claude Turmes et Henri Kox lors de la présentation du rapport. Jongler avec la libéralisation, le social et l'écologie n'est pas facile. (photo: RK)

Ecologie, social et marché sont-ils compatibles? Le rapport de Claude Turmes sur la libéralisation du secteur de l'électricité indique des solutions, mais révèle aussi des contradictions profondes.

Nationaliser les réseaux électriques de haute tension, voilà une revendication que l'on attendrait de la part de politicien-ne-s de la gauche radicale, mais pas d'un Vert. Pourtant c'est une des recommandations formulées par le député européen Claude Turmes dans son rapport "Energie fir d'Zukunft". Il s'agit d'un travail qu'il a effectué en tant qu'expert en la matière pour le compte du ministre de l'économie Jeannot Krecké. "J'ai souhaité entendre un avis autre que celui des acteurs économiques avant de transposer la nouvelle directive sur la libéralisation de l'électricité", explique ce dernier. Le rapport de Turmes ne sera donc qu'un élément parmi d'autres.

Lors d'une conférence de presse mercredi dernier, le député européen a expliqué les choix formulés dans le rapport: "Les grands opérateurs du secteur de l'énergie cherchent à contrôler un maximum de réseaux de distribution", analyse-t-il. Même au Luxembourg: La RWE viserait au contrôle de Cegedel, Eon à celui de Soteg, la filiale "électricité" d'Arcelor... et Electrabel ferait les yeux doux au réseau communal d'Ettelbruck. Cela pourrait conduire à une guerre des réseaux entre opérateurs étrangers, menée sur le dos des con-

sommateurs et consommatrices luxembourgeois-es.

Faire passer l'ensemble des réseaux sous contrôle public - étatique ou communal - présente plusieurs avantages aux yeux de Claude Turmes. D'une part, la gestion publique du réseau se met au service de l'intérêt général plutôt que du profit maximal. Il donne un exemple: "La panne de septembre 2004 est la conséquence directe de la décision de la RWE de ne pas effectuer un investissement nécessaire." D'autre part, cela empêcherait les grands opérateurs d'obtenir des avantages concurrentiels grâce au contrôle de réseaux. En effet, une société propriétaire de telle ligne de transport peut exclure les concurrentes du marché en leur facturant un droit de passage dissuasif. Par contre, un réseau sous contrôle public serait neutre par rapport aux différents fournisseurs de courant.

Il faut nationaliser!

Claude Turmes est convaincu de la faisabilité d'une telle nationalisation: "C'est ce que vient de faire le Danemark." Le modèle danois promu par le député européen consiste en une nationalisation du réseau de transport et une priorité étatique au rachat en ce qui concerne les réseaux de distribution régionaux, moins importants stratégiquement. Au Luxembourg, l'Etat pourrait notamment racheter le réseau Sotel en échange d'une partie de ses actions Arcelor. Et si la société sidérurgique n'est pas d'accord? "On peut faire une loi qui impose la propriété publique", affirme Turmes. Ce n'est pas la seule contrariété que son rapport causera du côté d'Arcelor. En effet, le projet d'une connexion directe entre le réseau français - et donc la centrale de Cattenom - et les aciéries électriques est rejeté: sa nécessité ne serait pas établie.

Afin de montrer que libéralisation ne rime pas forcément avec dumping social, le rapport inclut des recommandations relatives au maintien des quelque mille emplois dans le secteur de l'électricité et du gaz au Luxembourg. En accord avec les syndicats, il recommande le modèle eschois pour la réforme des réseaux de distribution communaux. Enfin, le rapport critique un certain nombre de dysfonctionnements au niveau du ministère de l'économie, en charge de la politique énergétique. Certains hauts fonctionnaires, en cumulant les mandats, seraient à la fois contrôleurs et contrôlés, ce qui aurait conduit à des abus. Par ailleurs, la Cegedel aurait encaissé des années durant des profits excessifs, essentiellement aux frais des PME et des ménages.

Le rapport de Claude Turmes constitue sans doute un excellent canevas pour une libéralisation "apprivoisée" du secteur de l'électricité. D'un autre côté, il met aussi en évidence les contradictions fondamentales entre des objectifs sociaux et écologiques et le recours aux lois du marché dans ce secteur. Ainsi, que penser du "scénario catastrophe" dressé par Claude Turmes en cas de politique expansionniste de la Sotel? Celle-ci se connecterait sur le réseau français pour avoir un accès direct au courant nucléaire à bas prix. Ensuite elle proposerait cette

électricité aux grands consommateurs industriels du Sud du pays, actuellement connectés sur des lignes Cegedel. Conséquence: le réseau Cegedel serait sous-exploité, et le coût au kilowatt renchérit - aux dépens des PME et des ménages.

La logique Cattenom

Ce scénario, la Fedil l'appelle de ses vœux, face au "dérapage du coût de l'énergie": "Les responsables politiques et les opérateurs devraient favoriser les interconnexions pour améliorer les conditions d'accès aux différents fournisseurs." En effet, quoi de plus normal sur un marché que de laisser jouer la loi de l'offre et de la demande? S'il est effectivement moins cher de se faire livrer directement de France par une ligne séparée du réseau général, la demande des industriels n'est qu'une application de la logique de la libéralisation. Que cela conduise à des prix plus élevés pour certain-es consommateurs et consommatrices, cela est très bien accepté sous le nom de "vérité des prix" par les Verts et les écologistes dans d'autres contextes, comme celui de la distribution de l'eau..

De même, Claude Turmes doit accepter que dans un contexte de marché européen, le combat contre l'énergie nucléaire est rendu difficile sur le plan politique. Il n'est plus possible de prescrire aux consommateurs nationaux d'éviter l'achat d'électricité produite de cette manière. Il propose donc d'autres instruments pour obtenir cet effet: information des consommateurs et mise en place d'un taux de TVA dissuasif pour le "courant jaune".

A observer ces contorsions, on se dit que la libéralisation, même "apprivoisée", n'est peut-être pas la panacée. En effet, il y a de bonnes raisons pour maintenir l'ensemble du secteur de l'électricité sous contrôle public. D'abord, la nature du bien "électricité", très fluide et difficile à facturer au "juste prix". Ensuite son caractère de service de base, indispensable à la vie normale en société et donc peu compatible avec une logique marchande. Enfin les externalités écologiques de la production d'électricité, qu'il s'agisse de CO₂ ou de déchets nucléaires, plaident en faveur d'un contrôle politique direct. Bien entendu, un modèle de contrôle plus démocratique et plus efficace que celui des anciens monopoles publics reste à inventer.

L'aspect le plus intéressant du rapport de Claude Turmes est sans doute qu'il indique un changement de mentalité. La proposition de nationaliser les réseaux apparaît aujourd'hui comme une idée osée, mais aurait été impensable il y a cinq ans. L'idéologie libérale, dont demeure imprégné le rapport, est en perte de vitesse. Il y aura sans doute encore quelques black-out, quelques désastres climatiques et l'un ou l'autre accident nucléaire, avant que Turmes ou l'un-e de ses successeurs élabore un rapport proposant la renationalisation de l'ensemble du secteur énergétique.

Raymond Klein

Spoliations: études retardées

En avril, le député socialiste Ben Fayot s'était insurgé dans une question parlementaire contre le fait que l'étude sur la spoliation des biens juifs n'avait pas encore porté ses fruits, vu que son budget avait été coupé. En effet, la Commission d'étude sur les spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945, qui avait été lancée en 2002, n'avait plus disposé de budget en 2005 pour le travail de recherche effectué par une équipe d'historiens (voir interview avec M. Fayot dans le woxx n° 798). Trois mois plus tard, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker (CSV) fait savoir que les dossiers en question font partie du Fonds des dommages de guerre, lui-même dans un mauvais état après son stockage dans des caves de l'Athénée. Le traitement des dossiers sur la Deuxième Guerre mondiale n'aurait effectivement pas pu être achevé "faute de moyens financiers". Pour 2006, les Archives nationales auraient cependant prévu 140.000 euros afin de finir le travail. Cela explique mais n'excuse pas que la commission, dont le président Paul Dostert avait annoncé les premiers résultats des travaux pour 2003, ne peut toujours pas présenter de conclusions après trois ans d'existence. M. Juncker annonce dans sa réponse un rapport intermédiaire pour début automne - et met déjà en garde: "Il est évident que ce rapport ne contiendra que des résultats partiels et provisoires qui demandent à être confirmés sur base des informations qui pourront être puisées dans le Fonds des dommages de guerre." En mai, Ben Fayot avait souligné vis-à-vis du woxx que dans nos pays voisins, de telles commissions ont fait leur travail dans l'espace de deux ou trois ans et que "de moins en moins de victimes sont encore vivantes".

Le nucléaire ou la paix

En 1945, les Etats-Unis d'Amérique ont inauguré l'ère atomique en larguant les premières ogives nucléaires sur les villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki. Cette démonstration de puissance a pulvérisé plusieurs centaines de milliers de civils nippons et a traumatisé l'archipel jusqu'à nos jours. Pour éviter que le cauchemar ne se reproduise, le maire de Hiroshima, Takeshi Araki, a lancé en 1982 la campagne "Mayors for peace". Cet appel, destiné à l'ensemble de ses homologues, poursuit le but de l'éradication complète des arsenaux nucléaires. Depuis, environ 1040 villes de 112 pays différents s'y sont ralliées. Même les villes de Paris, Londres, Moscou et Delhi, capitales de puissances nucléaires, ont ratifié l'appel. Cette année, les communes luxembourgeoises de Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Wiltz se sont ajoutées à la liste. Paul Helminger se veut toutefois réaliste et estime qu'il "est illusoire de penser qu'un désarmement complet et planétaire soit possible s'il n'est pas soutenu par l'ensemble des puissances nucléaires". Pour Lydia Mutsch, "l'euphorie de l'après-guerre froide s'est estompée et la tendance va vers le réarmement".

Communiquer les expulsions

Un "appel chaleureux mais pressant" va être lancé mardi par le ministre des Affaires étrangères à l'encontre des personnes déboutées d'une procédure d'asile. C'est ce qu'a annoncé Jean Asselborn (LSAP) lors d'une conférence de presse de ce jeudi. S'il rend ainsi justice aux ONG qui avaient déploré le manque de communication du gouvernement précédent en matière de refoulements, il donne avant tout une teinte un peu plus "soft" à une politique d'asile qui ne se différencie de celle de son prédécesseur Luc Frieden (CSV) que dans les détails: comme Asselborn l'avait annoncé en avril, les familles avec enfants en âge de scolarisation n'ont pas été refoulées en cours d'année scolaire. Conséquence: les retours forcés recommencent avec l'arrivée des vacances.

